

L'impératif de croissance

Après « La montée des tensions » et « La fracture », le CEPII vient de publier un troisième rapport de synthèse « Economie mondiale 1990-2000 : l'impératif de croissance »¹. Comme les précédents, son objet n'est pas de tenter une projection à moyen terme de l'économie mondiale mais de repérer les principaux problèmes auxquels cette économie est confrontée. Pour y parvenir, une interrogation centrale a été prise comme fil directeur : est-il possible d'amorcer au cours des années qui viennent l'intégration des pays du Sud et de l'Est dans l'économie mondiale ?

La réponse apportée est claire : pour y parvenir, l'économie mondiale a besoin d'une croissance soutenue, dans les économies occidentales notamment. Sinon, les risques sont grands de voir le protectionnisme progresser au sein des pays du Nord ; les chances que ceux-ci acceptent d'ouvrir leurs marchés aux pays périphériques deviennent très faibles. Or, faute d'une perspective de progression de leurs exportations, les éventuels financements accordés à ces pays ne peuvent conduire à terme qu'à des impasses. Au contraire, une progression plus soutenue de l'activité au Nord permet d'enrayer ces enchaînements pervers et ouvre aux pays périphériques la perspective d'une croissance plus forte...

Mais une croissance plus forte ne se décrète pas. Et les obstacles sur lesquels elle peut buter au cours des années qui viennent sont

1. Éditions Économica, 1992 (co-diffusé par la Documentation Française).

nombreux : pénurie de main-d'œuvre dans plusieurs pays occidentaux – au Japon notamment –, dépendance accrue à l'égard du Golfe pour l'approvisionnement pétrolier, productivité décroissante du capital... Il est essentiel dès lors que les pays occidentaux acceptent d'assumer la co-responsabilité d'une croissance plus forte de leurs économies pendant l'actuelle décennie, comme ils ont assumé, avec succès, l'objectif de maîtrise de l'inflation pendant les années 1980. Là encore, l'affichage concerté d'une volonté claire de leur part peut jouer un rôle non négligeable en fournissant à la sphère privée certains des repères qui aujourd'hui lui manquent.

En dernier ressort toutefois, l'amorce d'une intégration des pays du Sud et de l'Est dans l'économie mondiale dépendra d'abord et avant tout, on ne peut l'oublier, de la capacité de chacun de ces pays à maîtriser son évolution politique et économique interne. S'ils n'y parviennent pas – ou plutôt si un nombre insuffisant d'entre eux y parviennent – l'horizon du siècle prochain sera lourd de dangers... Et la croissance occidentale ne pourra bénéficier pendant les années 1990 d'un supplément de demande dont certains pays occidentaux, dont le nôtre, auraient pourtant bien besoin s'ils veulent pouvoir espérer une réduction de leur chômage.

Anton Brender
Directeur du CEPII